

aux gens qui le veulent de s'acheter des maisons. J'ai fouillé le budget de fond en comble, et je n'en ai point trouvé. Les Canadiens n'en ont point trouvé.

Voilà pourquoi les jeunes qui ne peuvent trouver du travail appellent leur député, les jeunes que nous avons envoyés s'instruire à l'université. Voilà pourquoi nous appellent les retraités qui s'inquiètent de ce qui va leur arriver. Ne jouons pas avec les chiffres, on peut leur faire dire ce qu'on veut.

Je veux des réponses à ces questions. Ces questions, mes amis d'en face se les entendront poser quand ils retourneront dans leur circonscription. Leurs électeurs leur demanderont ce qu'ils font à ce sujet, maintenant qu'ils ont renversé le gouvernement et qu'ils sont au pouvoir à leur tour. Ils demanderont ce qu'on va faire pour eux. Ils diront à leur député qu'ils l'ont appuyé parce qu'ils en attendaient des choses qu'il n'a pas encore faites. Il faudra bien que quelqu'un du côté gouvernemental réponde à ces questions. Ce ne sont pas des questions de statistiques, mais des questions d'humanité qui exigent des réponses.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je regrette d'interrompre le député. Peut-être pourra-t-il disposer d'une demi-minute pour terminer son propos avec le consentement unanime de la Chambre.

M. Baker (Nepean-Carleton): Non, monsieur l'Orateur, je ne tiens pas à abuser du temps de la Chambre. Merci beaucoup.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que mon ami de Nepean-Carleton (M. Baker) m'ait adressé autant de questions. Je vais m'efforcer de répondre à une ou deux dans les premières minutes qui vont suivre.

Il a laissé entendre que je ne parle pas à mes commettants et que je ne sais pas ce qui se passe dans Ottawa-Centre, mais je lui répondrai qu'il a tort, tout à fait tort. Je sais ce qui s'y passe. Je connais les problèmes de ma circonscription. Voilà pourquoi le gouvernement fédéral a abouti avec le Centre Rideau, et voilà pourquoi nous allons créer de nombreux emplois du bâtiment à Ottawa. Cela va alléger le chômage. Voilà des choses que nous faisons. C'est cela qui s'appelle agir, ce qu'il n'a pas su faire quand il était au pouvoir.

Venons-en au sujet du débat, que je vais m'efforcer de traiter de façon sensée. Je vais chercher à analyser la conjoncture actuelle, essayer de leur faire un peu comprendre quelle conjoncture nous traversons avec eux et avec le pays tout entier, et quels sont les choix qui s'offrent à nous. Je veux ensuite leur expliquer les difficultés des choix qui s'offrent, le coût de chacun de ces choix, et qu'en fin de compte la politique économique suivie par le gouvernement est la meilleure dans la situation actuelle.

Les députés d'opposition ont reproché au ministre des Finances (M. MacEachen) de rendre les États-Unis responsables de tous nos maux économiques. Cela ne tient pas debout. Ce n'est pas ce qu'il a fait. Il a parlé des taux d'intérêt excessifs que nous connaissons actuellement, et il est certain qu'ils sont dus aux politiques monétaires suivies aux États-

La situation économique

Unis. Cela ne veut pas dire que le ministre essaie de rejeter sur les États-Unis la responsabilité du problème de l'inflation au Canada; ou que ce soit la faute des Américains si les taux d'intérêt, sous l'effet de l'inflation, montent plus que les Canadiens et nous le souhaiterions tous. Il est certain que la politique monétaire inconstante qui est appliquée à l'heure actuelle aux États-Unis est la cause des taux d'intérêt excessivement élevés qui atteignent les 20 p. 100 aux États-Unis et près de 20 p. 100 au Canada. C'est ce que disait le ministre, et non pas qu'il fallait rejeter la responsabilité de tous nos problèmes sur d'autres pays ou sur les États-Unis. Il n'a pas dit cela et il ne le pense pas non plus, et vous le savez.

Il faudra bien que l'on en arrive à reconnaître à la Chambre que le problème le plus critique, le plus grave que nous devons affronter au Canada à l'heure actuelle est celui de l'inflation, si l'on veut à longue échéance défendre les intérêts du pays et lui permettre d'exploiter ses possibilités de croissance. C'est le problème fondamental et la cause de la hausse des taux d'intérêt. Contrairement à ce que prétendent les néo-démocrates qui ont toujours tendance à tout comprendre à l'envers, ce n'est pas la hausse des taux d'intérêt qui provoque l'inflation, mais c'est l'inflation qui fait monter les taux d'intérêt. Je concède aux députés d'en face que l'inflation est un problème qui est apparu petit à petit au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Norvège, en Suède, en Hollande. L'inflation sévit dans tous les pays du monde.

Les choses qui causent les problèmes, les choses qui causent l'inflation au Canada sont que nous vivons dans un système où existe un pouvoir d'achat excessif par rapport à notre productivité. Nous nous rendons compte d'ailleurs que la productivité constitue un problème. Nous avons présenté un budget qui va augmenter et même doubler au cours des trois prochaines années les crédits consacrés au développement énergétique et économique de notre pays et cela jusqu'à concurrence de 13 milliards de dollars. En 1983-1984 ce montant doublera par rapport à maintenant. C'est pour essayer de relancer la productivité, de remettre les gens au travail, de remettre l'économie sur la bonne voie et de juguler l'inflation en accroissant l'offre.

Mais en plus de l'aspect du problème que constitue la croissance de l'offre dans notre économie, en plus d'une production accrue et d'un plus grand taux d'investissement au Canada, en plus de cela, dis-je, nous devons contrôler le taux de croissance du pouvoir d'achat, le taux de croissance de la masse monétaire et c'est ce que la Banque du Canada a fait en réduisant graduellement le taux de croissance de la masse monétaire sur une certaine période. C'est aussi ce que la Banque du Canada continuera de faire. C'est cette politique monétaire que poursuit le gouverneur de la Banque du Canada que le gouvernement continuera d'appuyer sans réserve.

Une voix: Le député pourrait-il nous dire ce que l'accroissement...